

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 22 septembre 2023
(Convocation du 15 septembre 2023)

Aujourd'hui, le 22 septembre 2023 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	5
• Voix	5
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - PAPI de l'agglomération dacquoise - Convention de fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

Exposé des motifs :

L'une des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise prévoit un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. C'est pourquoi l'EPTB propose de mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale en vertu de l'article L.563-3 du code de l'environnement, et permet de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, lesquelles permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population, le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, les sites d'implantation des mobiliers ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés. Une convention est ainsi proposée afin de définir les modalités de fourniture, de pose et d'entretien du mobilier sur chaque commune.

La liste du mobilier à installer sur chaque commune et la répartition sur le périmètre du PAPI sont présentées ci-dessous :

Commune	Type de mobilier à planter
Angoumé	1 repère de crue
Candresse	2 échelles limnimétriques 1 repère de crue
Dax	4 panneaux informatifs 4 repères de crues
Gousse	1 panneau informatif
Mées	1 panneau informatif 1 repère de crue
Narrosse	1 repère de crue
Oeyreluy	1 panneau informatif 1 repère de crue
Onard	1 panneau informatif
Pontonx-sur-l'Adour	2 échelles limnimétriques 1 panneau informatif
Rivière-Saas-et-Gourby	1 panneau informatif
Saint-Paul-lès-Dax	3 repères de crue
Saubusse	1 panneau informatif
Seyresse	1 repère de crue
Tartas	1 panneau informatif 2 repères de crue
Tercis-les-Bains	1 repère de crue
Téthieu	1 échelle limnimétrique 1 panneau informatif
Yzosse	1 panneau informatif

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.

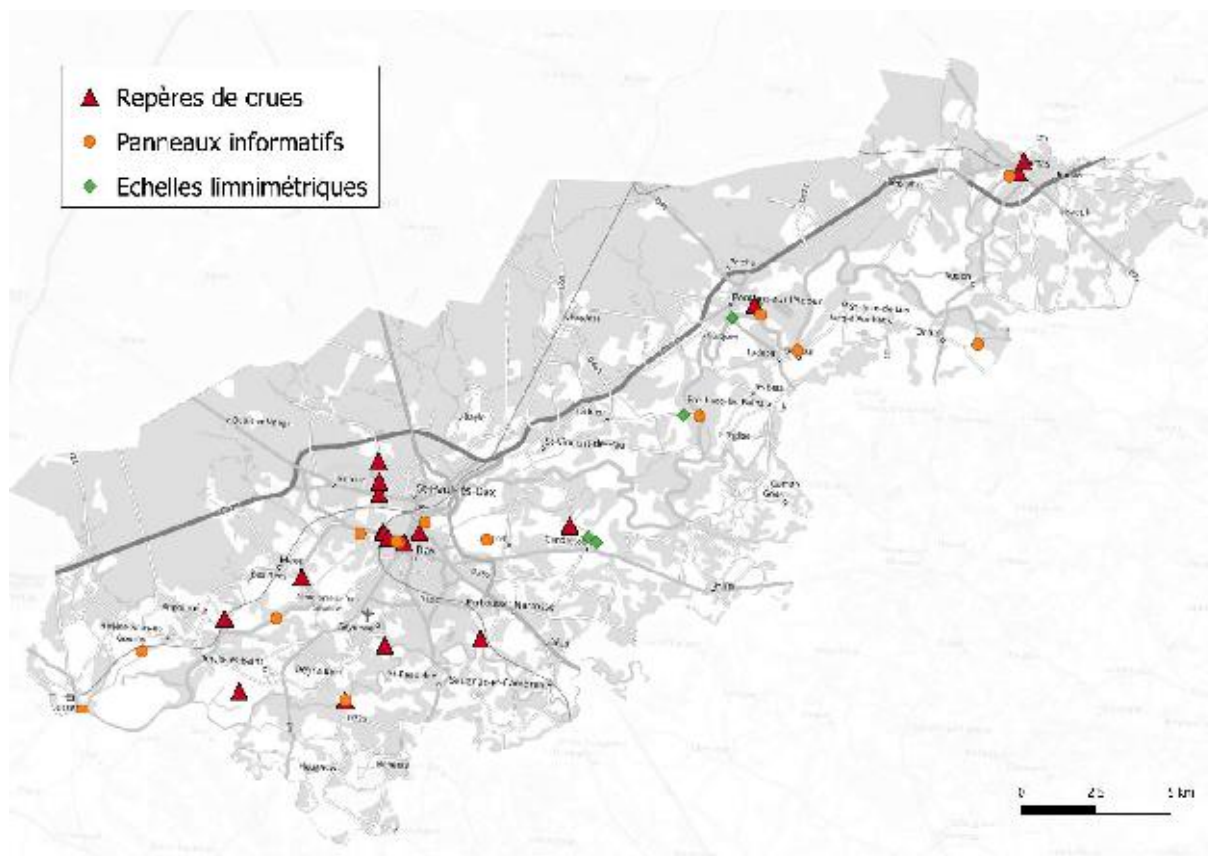


Figure 1 : localisation du mobilier à installer

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis,
Vu la délibération n°64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise,
Considérant les mesures de prévention et de protection de la population à mettre en œuvre pour réduire les conséquences des inondations,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes des conventions de fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation à intervenir avec chacune des 17 communes,
- d'autoriser le président à signer ces conventions,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le 29/09/2023

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



Fait et délibéré le 22 septembre 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune d'Angoumé, domiciliée au 11 avenue Alphonse Louis - 40990 Angoumé, représentée par son maire, Véronique Audouy, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures visant à améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

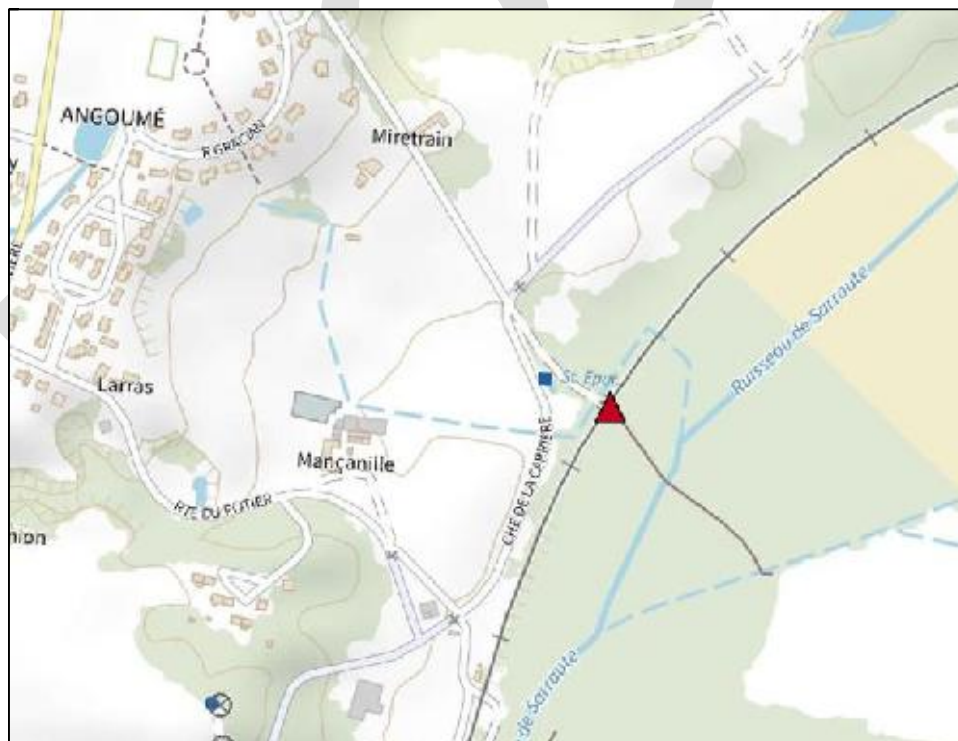
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé au niveau du pont SNCF.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le repère,
- implanter le repère,

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le repère de crue (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le repère de crue.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte lors d'une crue. Ce repère de crue a pour forme un modèle rond (140 mm de diamètre) et se base sur une photo de la crue de 2019. Le repère sera installé directement par scellement chimique en applique murale.

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Véronique Audouy
Maire d'Angoumé





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Candresse, domiciliée 1 place de la Mairie - 40180 Candresse, représentée par son maire, Guylaine Dutoya, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures visant à améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé au niveau du parking de la chênaie des cigognes le long de la route de Saint-Vincent-de-Paul, sur un support en bois créé spécialement à cette occasion.



Les échelles limnimétriques seront installées au niveau du petit pont sur la route qui descend derrière l'église et à 50 m du lavoir sur la route des barthots.



Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le repère et les échelles,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le mobilier (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- intégrer la localisation des échelles dans son plan communal de sauvegarde,
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier,

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte ou fictive d'une crue avec son support. Ce repère de crue a pour forme un modèle rectangulaire (150 x 80 mm) car il s'agit du niveau d'eau établi par le résultat d'une modélisation hydraulique (modèle de repère validé par les services de l'État - DDTM40). Le repère est fixé sur un totem de bois (260 cm de haut) qui sera installé en direct par cheville à frapper sur un sol dur ou bien par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm) sur un sol meuble .
- deux échelles limnimétriques permettant de visualiser la montée de eau en temps réel. Elles sont fixées sur un totem de bois (150cm de haut) par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm)





Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.





Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Guylaine Dutoya
Maire de Candresse

Projet





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Dax, domiciliée au rue Saint Pierre - 40107 Dax, représentée par son maire Julien Dubois, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures visant à améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Article 1. Objet de la convention

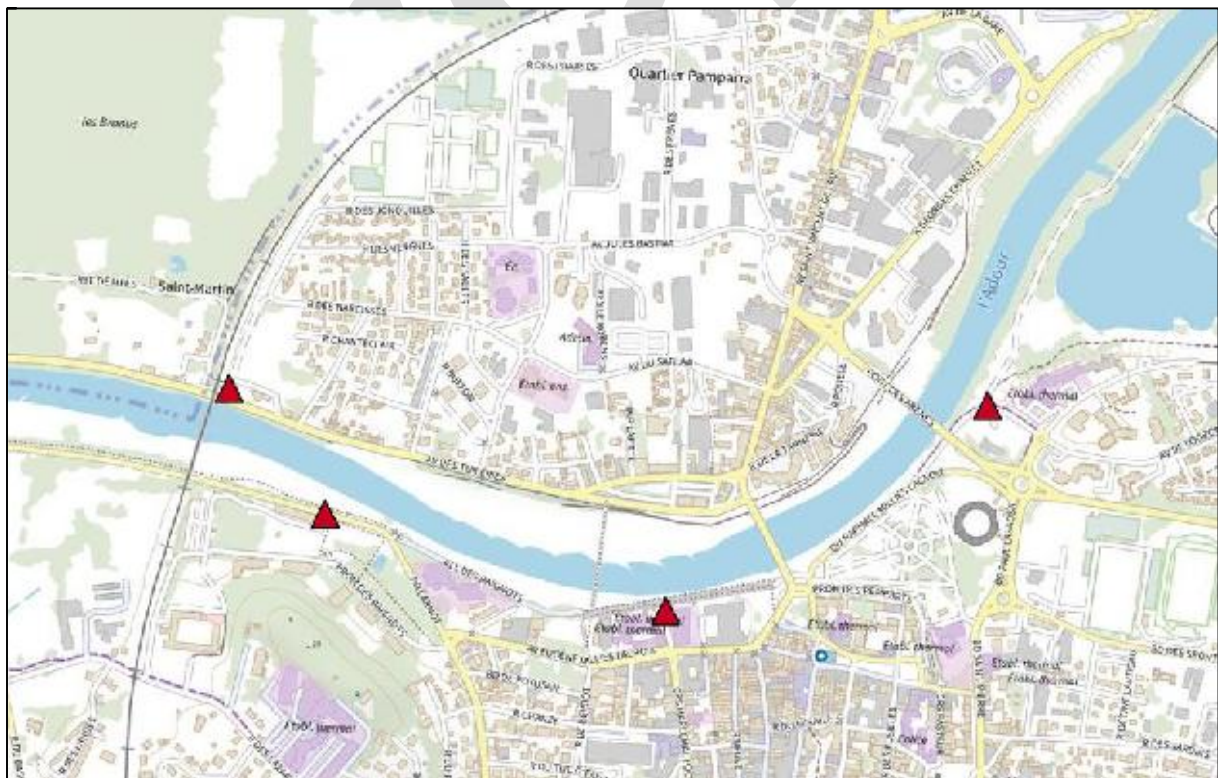
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Les repères de crue seront installés : au niveau du parking du KFC ou bien à l'entrée du lac de l'Estey, à l'entrée du parking des berges rue de la marine, sur un muret jouxtant l'hôtel des Baignots, et sur la pile du pont SNCF de l'avenue des tuileries.



Les panneaux thématiques seront installés au niveau des clapets de l'Estey, le long de l'allée des Baignots et au niveau du déversoir de la digue de Boulogne.



Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir les repères et les panneaux,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le mobilier (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- 4 repères de crues témoignant de la hauteur d'eau atteinte lors de crues historiques. Ce repère de crue a pour forme un modèle rond (140 mm de diamètre) et se base sur des photos de crues (2014, 2019 et 2021).
- Un panneau explicatif sur les repères de crue (21 x 30 cm).
- Les repères et le panneau seront installés directement par scellement chimique en applique murale, excepté un repère qui pourra éventuellement être fixé sur un support en bois à poser également.



- 4 panneaux sur différentes thématiques (rôle des clapets, rôle du deversoir, fonctionnement des crues, fonctionnement du système d'endiguement) dont :
 - deux pupitres (90cm de haut)
 - deux bornes avec des cubes pivotants (190cm de haut)
- Les panneaux seront installés par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm) ou (400 x 400 x 500mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des prévues dans l'exécution de la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.





Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Julien Dubois
Maire de Dax

projet





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Gousse, domiciliée au 11 chemin Arrepiart - 40465 Gousse, représentée par son maire Fabrice Laurède, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

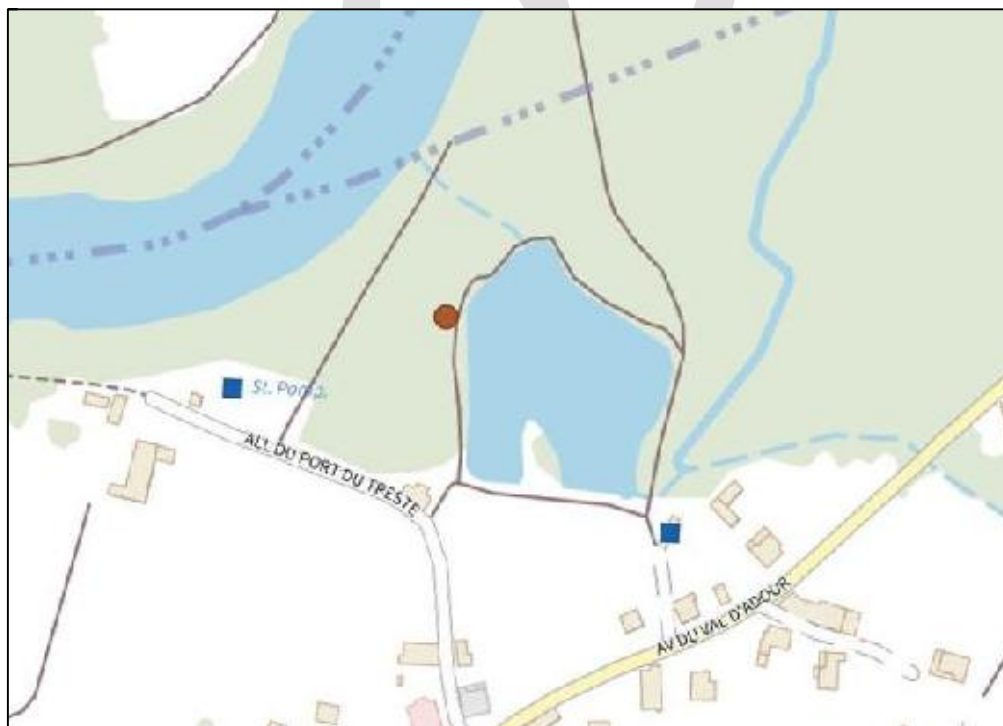
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le panneau sera installé le long du petit étang en face des clapets.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le panneau,
- implanter le panneau.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le panneau.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un panneau sur le rôle des clapets sous un format pupitre 21 x 30 cm. Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Fabrice Laurède
Maire de Gousse





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Mées, domiciliée au 908 avenue Emile Despax - 40990 Mées, représentée par son maire Sophie Irigoyen, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures visant à améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Vu, l'autorisation avec le particulier permettant d'installer du mobilier sur une façade privée,

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé au bout de la route du port, sur le côté d'une cahute privée.



Le panneau sera installé au niveau de la porte à flot près de la table de pique-nique.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- formaliser les accords avec les propriétaires privés concernés,
- fournir le repère et le panneau,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le repère de crue et le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte ou fictive d'une crue avec son support. Ce repère de crue a pour forme un modèle rectangulaire (150 x 80 mm) car il s'agit du niveau d'eau établi par le résultat d'une modélisation hydraulique (modèle de repère validé par les services de l'État - DDTM40). Le repère sera installé directement par scellement chimique en applique murale.
- un panneau sur le rôle des portes à flots sous un format pupitre 21 x 30 cm. Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm)





Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.





Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Sophie Irigoyen
Maire de Mées

Projet





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Narrosse, domiciliée au 117 rue des Ecoles - 40180 Narrosse, représentée par son maire Gérard Le Bail, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

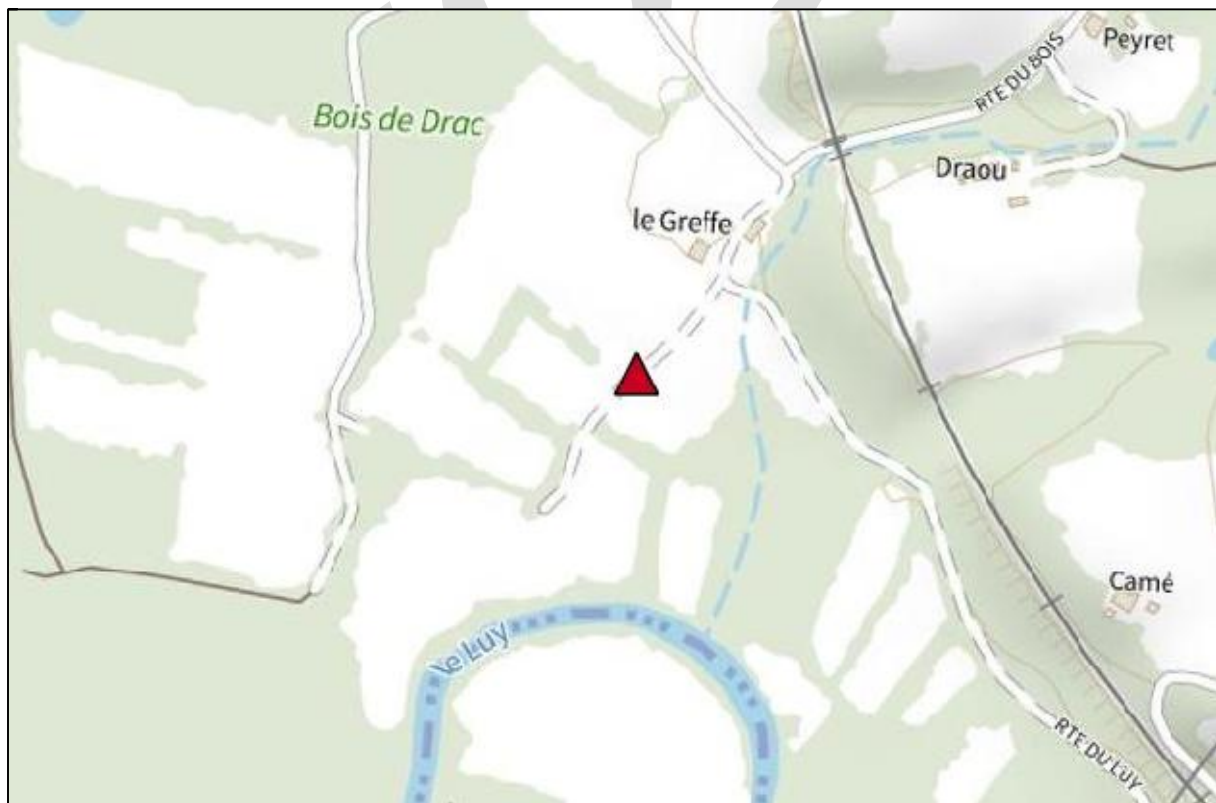
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé dans la barthe au croisement entre la route du Luy et celle du bois, sur un support en bois créé spécialement à cette occasion.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le repère,
- implanter le repère.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le repère de crue (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le repère de crue.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte ou fictive d'une crue avec son support. Ce repère de crue a pour forme un modèle rectangulaire (150 x 80 mm) car il s'agit du niveau d'eau établi par le résultat d'une modélisation hydraulique (modèle de repère validé par les services de l'État - DDTM40). Le repère est fixé sur un totem de bois (180 cm de haut) qui sera installé en direct par cheville à frapper sur un sol dur ou bien par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm) sur un sol meuble .

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Gérard Le Bail
Maire de Narrosse





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Oeyreluy, domiciliée au 411 route du Bourg - 40180 Oeyreluy, représentée par son maire Philippe Laffitte, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Vu, l'autorisation avec le particulier permettant d'installer du mobilier sur une façade privée,

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

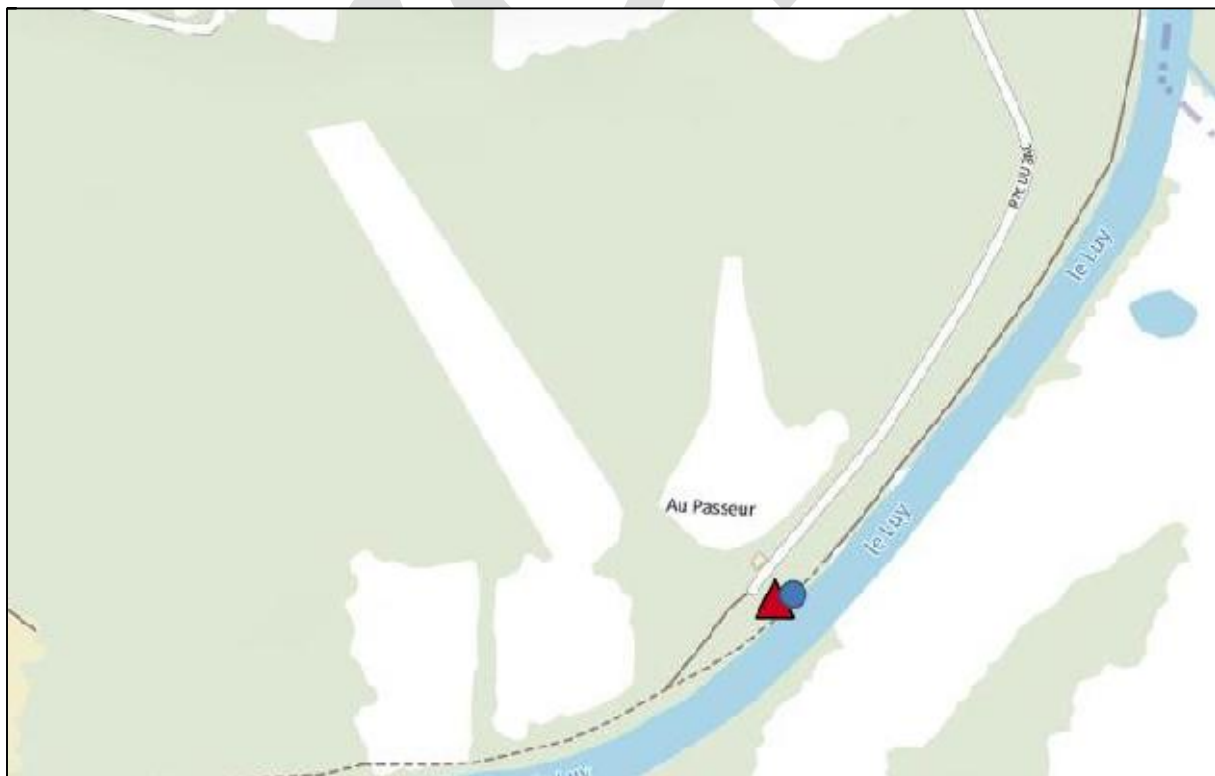
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé sur l'annexe de la maison du passeur, au bout de la route du bac.





Le panneau sera installé proche de l'annexe de la maison du passeur, au bout de la route du bac.

Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- formaliser les accords avec les propriétaires privés concernés,
- fournir le repère et le panneau,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le repère de crue et le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte ou fictive d'une crue avec son support. Ce repère de crue a pour forme un modèle rectangulaire (150 x 80 mm) car il s'agit du niveau d'eau établi par le résultat d'une modélisation hydraulique (modèle de repère validé par les services de l'État - DDTM40). Le repère sera installé directement par scellement chimique en applique murale.
- un panneau sur le fonctionnement des crues sous un format de borne avec des cubes pivotants (185cm de haut). Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 500 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.





Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Philippe Laffitte
Maire de Oeyreluy





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune d'Onard, domiciliée au 122 route de Montfort - 40380 Onard, représentée par son maire Martine Maury, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le panneau sera installé au niveau du croisement entre la route du bois et celle du Treytin, à côté du panneau du syndicat Adour Midouze.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le panneau,
- implanter le panneau.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le panneau.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un panneau sur le fonctionnement des crues sous un format de borne avec des cubes pivotants (185 cm de haut). Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 500 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Martine Maury
Maire d'Onard





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Pontonx-sur-l'Adour, domiciliée au 50 place de l'Hôtel de Ville - Pontonx-sur-l'Adour, représentée par son maire Dominique Urolategui, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

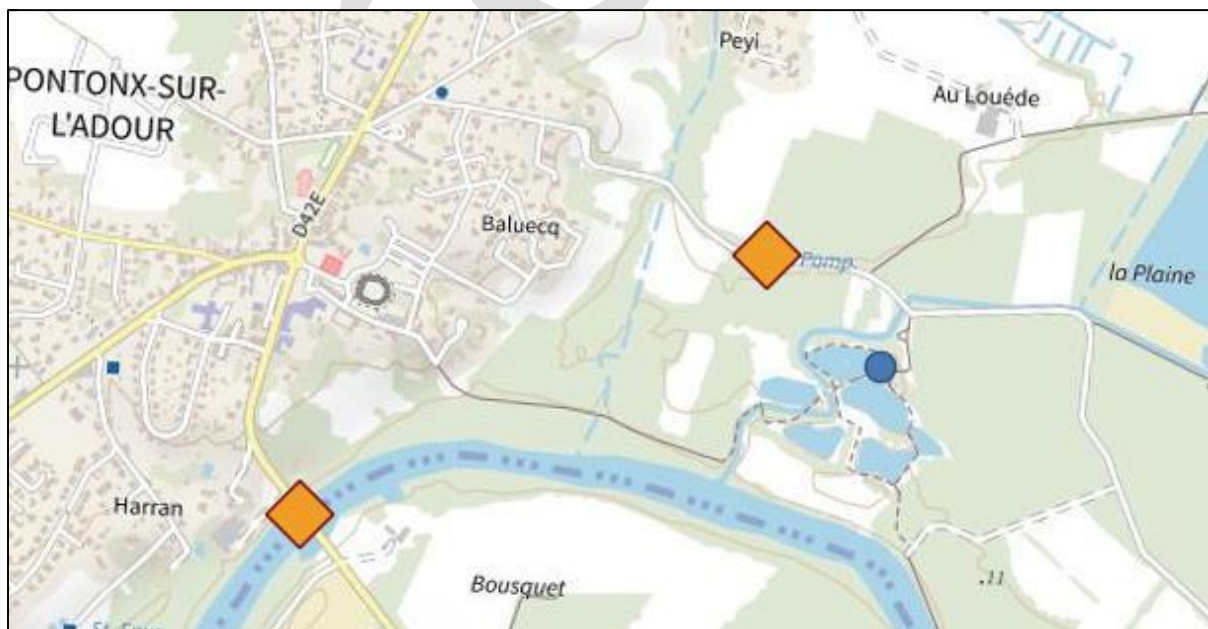
Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Les échelles limnimétriques seront installées sur la fresque de la route des barthes et en remplacement de l'échelle existante sur le pont.

Le panneau sera installé dans la barthe aménagée.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir les échelles et le panneau,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir les échelles et le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- deux échelle limnimétrique permettant de visualiser la montée de eau en temps réel. Elles sont fixées directement par visserie murale.
- un panneau sur le fonctionnement des crues sous un format de borne avec des cubes pivotants (185 cm de haut). Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 500 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Dominique Urolategui
Maire de Pontonx-sur-l'Adour





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Rivière-Saas-et-Gourby, domiciliée au 21 place de la Mairie - 40180 Rivière-Saas-et-Gourby, représentée par son maire Hervé Darrigade, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

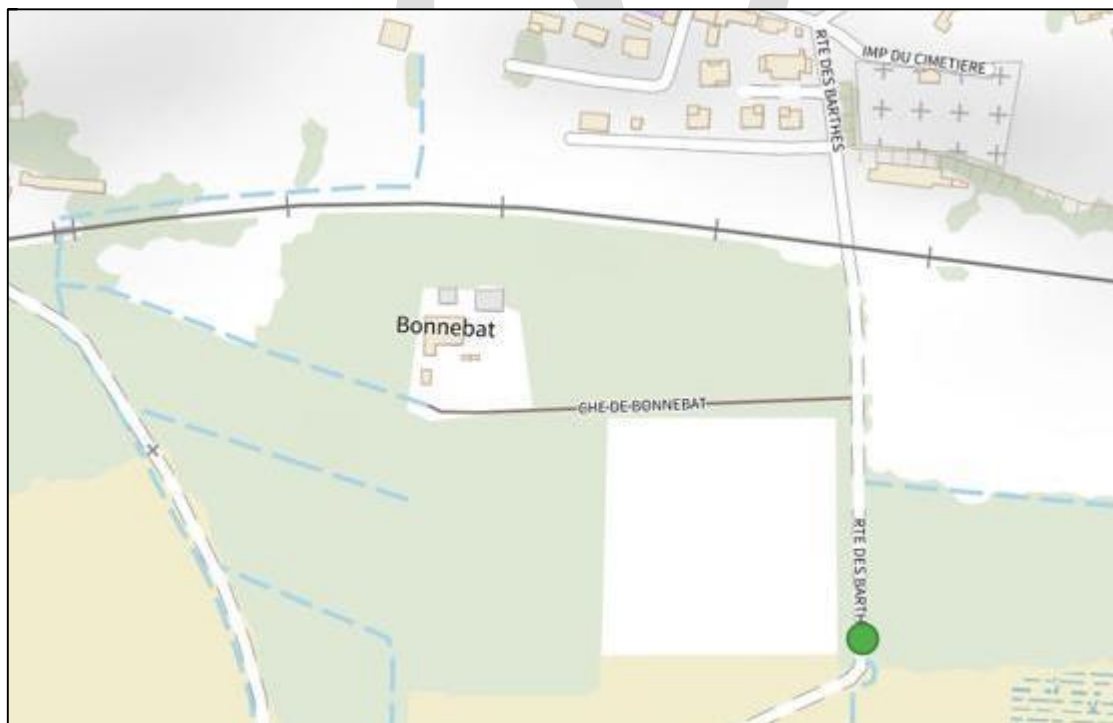
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé à l'entrée de la barthe sur la route des barthes.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le panneau,
- implanter le du panneau.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le panneau.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un panneau sur le rôle des barthes sous un format pupitre 21 x 30 cm. Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Hervé Darrigade
Maire de Rivière-Saas-et-Gourby





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Saubusse

CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Saubusse, domiciliée au 100 Route de Marenne- 40180 Saubusse, représentée par son maire Eric Lahillade, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

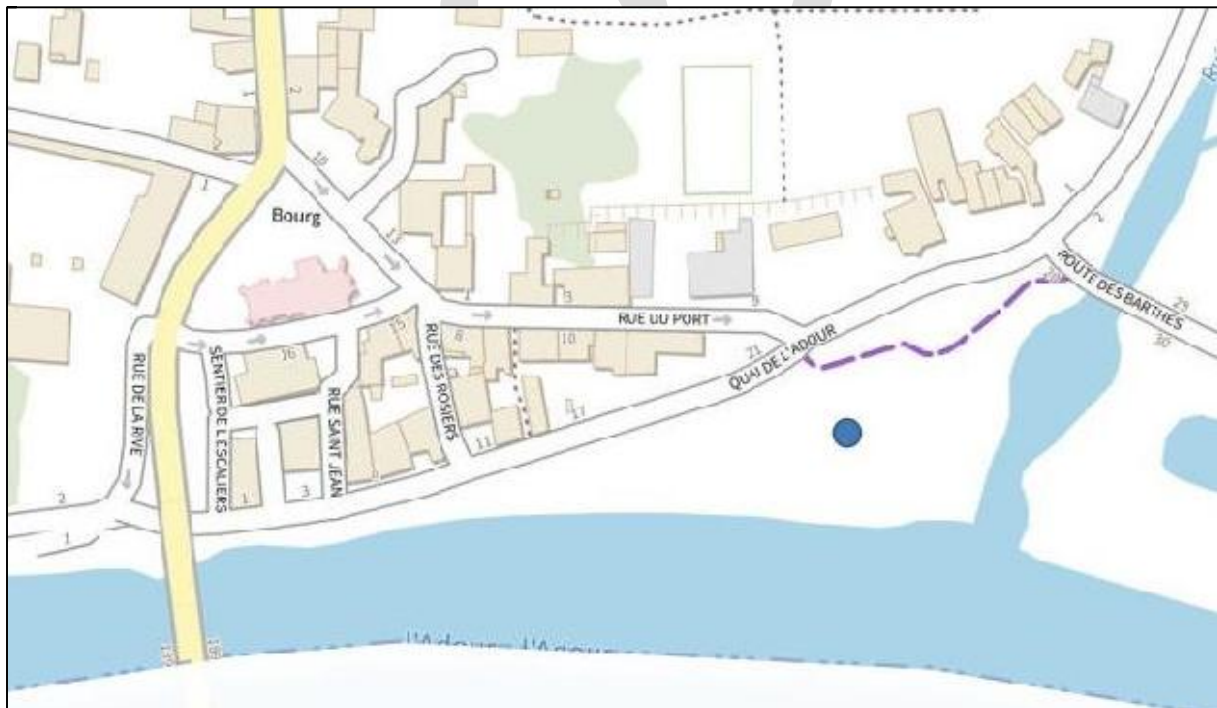
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le panneau sera installé sur l'aire de piquenique à côté du parking des quais.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le panneau,
- implanter le du panneau.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le panneau.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un panneau sur le fonctionnement des crues sous un format de borne avec des cubes pivotants (185 cm de haut). Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 500 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Eric Lahillade
Maire de Saubusse





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Seyresse, domiciliée au 55 route de l'Eglise - 40180 Seyresse, représentée par son maire Philippe Delmon, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Vu, l'autorisation avec le particulier permettant d'installer du mobilier sur une façade privée,

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Article 1. Objet de la convention

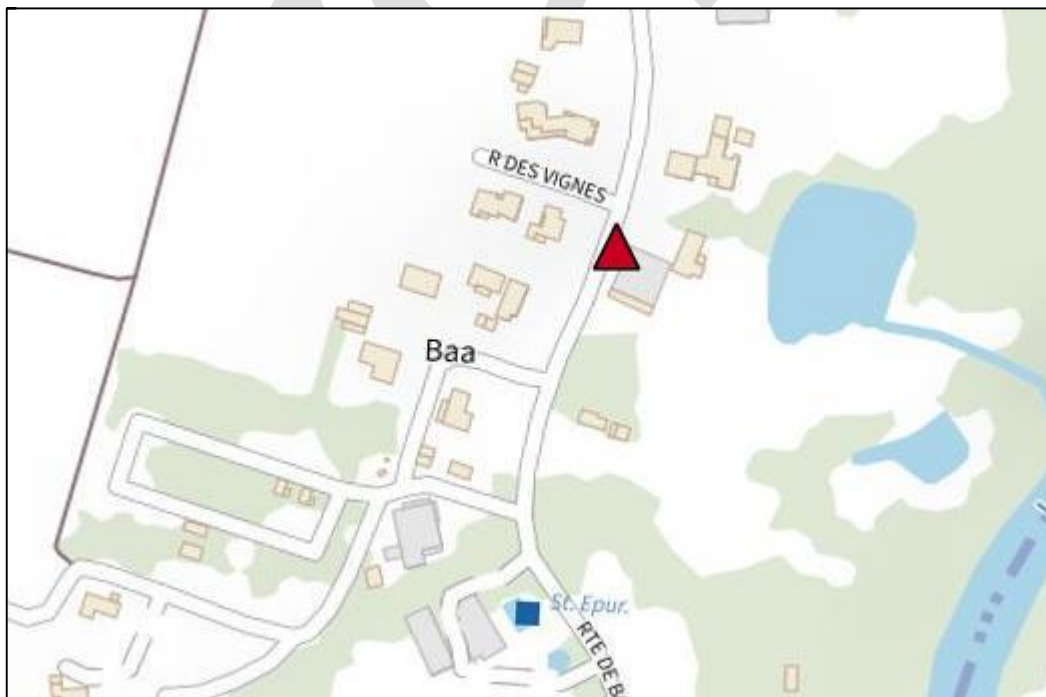
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le repère de crue sera installé sur la façade du restaurant la Cidrerie El Sitio.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- formaliser les accords avec les propriétaires privés concernés,
- fournir le repère,
- implanter le repère.

4.2. Rôle et missions de la commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le repère de crue (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le repère.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte ou fictive d'une crue avec son support. Ce repère de crue a pour forme un modèle rectangulaire (150 x 80 mm) car il s'agit du niveau d'eau établi par le résultat d'une modélisation hydraulique (modèle de repère validé par les services de l'État - DDTM40). Le repère sera installé directement par scellement chimique en applique murale.

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.





La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Philippe Delmon
Maire de Seyresse





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Saint-Paul-lès-Dax, domiciliée au 111 avenue du Maréchal Foch - 40992 Saint-Paul-lès-Dax, représentée par son maire Julien Bazus, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser le cadre des engagements des différentes parties quant à la mise en place de mobilier sur le risque inondation sur la commune.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Les repères de crue seront installés au niveau de l'ouvrage de régulation du lac de Christus, sur le mur de la base de loisir, et sur la pile du pont SNCF de l'avenue des tuileries.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir les repères,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir les repères de crues (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- 3 repères de crues témoignant de la hauteur d'eau atteinte lors de crues historiques. Ce repère de crue a pour forme un modèle rond (140 mm de diamètre) et se base sur des photos de crues (2014 et 2021). Les repères seront installés directement par scellement chimique en applique murale.

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 8. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Julien Bazus
Maire de Saint-Paul-lès-Dax





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Tartas, domiciliée au 6 place Gambetta - 40400 Tartas, représentée par son maire Jean-François Broquères, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

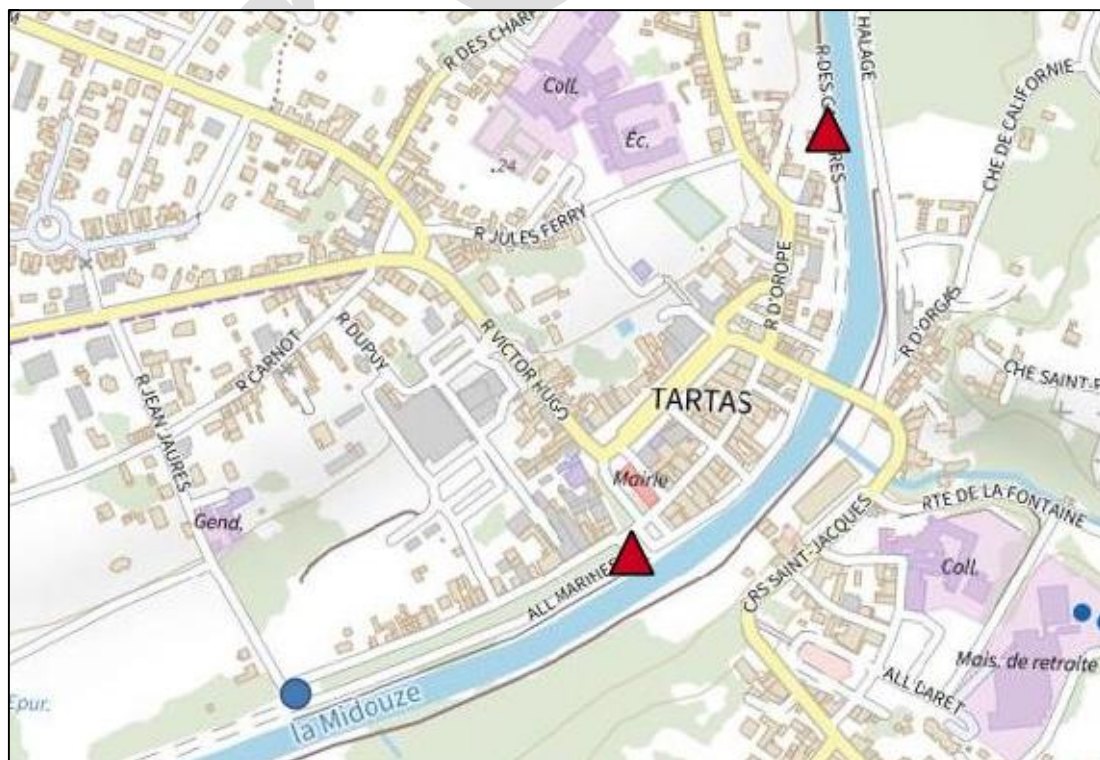
Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Les repères de crue seront installés sur le mur du parking de la cale (avec un petit panneau explicatif) et sur le mur d'une maison de la rue des gabarres.

Le panneau sera installé au bout des allées marines.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir les repères et le panneau,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir les repères de crue et le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- 2 repères de crues témoignant de la hauteur d'eau atteinte lors de crues historiques. Ce repère de crue a pour forme un modèle rond (140 mm de diamètre) et se base sur des photos de crues (1952 et 2021). L'un des repères sera accompagné d'un petit panneau explicatif (21 x 30 cm). Les repères et le panneau seront installés directement par scellement chimique en applique murale.
- 1 panneau informatif sur le fonctionnement des crues sous un format de borne avec des cubes pivotants (185 cm de haut). Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 500 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire ainsi que le coût de fabrication (200,64 € TTC) et de pose (entre 0 et 150 €) des repères de crues et du petit panneau associé.





Le reste à charge du coût du panneau des allées marines, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurera plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Jean-François Broquères
Maire de Tartas





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Tercis-les-Bains, domiciliée au 3 place de la Mairie - 40180 Tercis-les-Bains, représentée par son maire Hikmat Chahine, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le repère,
- implanter le repère.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le repère de crue (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le repère.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un repère de crue témoignant de la hauteur d'eau atteinte ou fictive d'une crue avec son support. Ce repère de crue a pour forme un modèle rectangulaire (150 x 80 mm) car il s'agit du niveau d'eau établi par le résultat d'une modélisation hydraulique (modèle de repère validé par les services de l'État - DDTM40). Le repère est fixé sur un totem de bois (160 cm de haut) qui sera installé en direct par cheville à frapper sur un sol dur ou bien par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm) sur un sol meuble .

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Hikmat Chahine
Maire de Tercis-les-Bains





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune de Téthieu, domiciliée au 373 rue de l'Eglise - 40990 Téthieu, représentée par son maire Alain Dubourdieu, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet



L'échelle limnimétrique sera installée le long de la route de Cassiada.

Le panneau sera installé au bout de la route de Cassiada.



Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir l'échelle et le panneau,
- implanter l'ensemble du mobilier.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le panneau et l'échelle (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- intégrer la localisation de l'échelle dans son plan communal de sauvegarde,
- autoriser l'EPTB à installer le mobilier.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- une échelle limnimétrique permettant de visualiser la montée de eau en temps réel. Elles sont fixées sur un totem de bois (150 cm de haut) par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm)
- un panneau sur le rôle des barthes sous un format pupitre 21 x 30 cm. Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 400 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.





L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.
La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.

Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'Erreur ! Source du renvoi introuvable., avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Alain Dubourdieu
Maire de Téthieu





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 040-254002264-20230922-230922H1910H1-DE



Commune
d'Uzousse

CONVENTION

Fourniture, pose et entretien de mobilier sur le risque inondation

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

La commune d'Yzosse, domiciliée au 2 rue des Fauvettes - 40180 Yzosse, représentée par son maire Thierry Bourdillas, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° XXX en date du jj mmmm aaaa, ci-après dénommé : la Commune

Préambule

Le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise est un outil de contractualisation avec l'État permettant d'obtenir des subventions de celui-ci pour la gestion des inondations grâce à la mise en œuvre d'actions. L'intérêt d'une telle démarche est de permettre d'avoir une approche globale et concertée de la gestion du risque inondation sur un territoire spécifique, par la mobilisation de différents acteurs liés au risque inondation.

Dans ce cadre, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre afin d'améliorer la connaissance et la culture du risque. Comme convenu dans le programme d'actions et en collaboration avec les EPCI-FP concernés, l'EPTB va mettre en place du mobilier en lien avec le risque inondation sur différentes communes du PAPI :

- des repères de crues, dont la pose est une obligation communale avec l'article L563-3 du code l'environnement, et qui permettent de garder en mémoire le niveau que peut atteindre une inondation,
- des échelles limnimétriques, qui permettent de visualiser la montée des eaux et d'anticiper la communication voire l'évacuation de la population le cas échéant,
- des panneaux informatifs, qui permettent de sensibiliser le grand public au risque inondation.

Suite à un travail de recensement de terrain effectué par l'EPTB, des sites d'implantation de repère de crues, d'échelles limnimétriques et de panneaux informatifs ont été validés par les communes, intercommunalités et propriétaires des éventuels bâtiments privés concernés.

Vu l'article L.125-2 du code de l'environnement relatif à l'obligation d'information communale auprès des citoyens concernant les risques auxquels ils sont soumis ;

Vu la délibération n° 64/2019 en date du 25 septembre 2019, relative à l'engagement de l'EPTB dans la conduite des actions du PAPI de l'agglomération dacquoise ;

Vu la délibération n° AAA_X_NN en date du jj mmmm aaaa de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la délibération n° XX en date du jj mmmm aaaa de la commune approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer ;

Vu la convention cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, actant la mise en œuvre du PAPI co-signée le 16 septembre 2020 entre l'EPTB, les services de l'Etat, les EPCI-FP et l'agence de l'eau ;



Vu la convention de partenariat avec les EPCI-FP pour l'animation et la mise en œuvre des actions mutualisées du PAPI, co-signée le 7 août 2020 entre l'EPTB et les EPCI-FP ;

Considérant la responsabilité des collectivités territoriales en termes de protection des biens et des personnes contre les inondations ;

Considérant l'obligation légale pour les communes soumises au risque inondation de mettre en place un repère de crue ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet de la convention

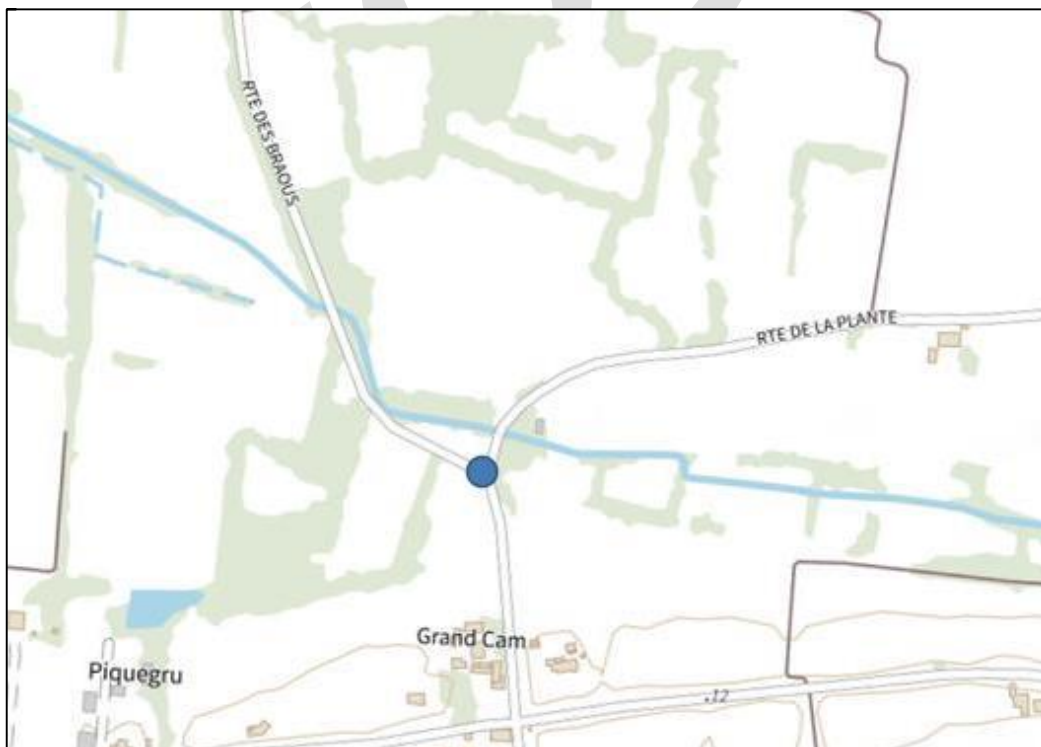
La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place et d'entretien du mobilier relatif au risque inondation qui sera implanté sur la commune dans le cadre du programme d'actions de prévention des inondations de l'agglomération dacquoise.

Article 2. Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature pour une durée illimitée. La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de 3 mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Périmètre géographique du projet

Le panneau sera installé au croisement entre la route de la plante et celle du Braou, près du nid de cigogne.





Article 4. Engagements et attendus des parties

4.1. Rôle et missions de l'EPTB

Dans le cadre de la présente convention, l'EPTB s'engage à :

- fournir le panneau,
- implanter le panneau.

4.2. Rôle et missions de la Commune

Dans le cadre de la présente convention, la Commune s'engage à :

- entretenir le panneau (nettoyage du support, entretien végétal des abords),
- autoriser l'EPTB à installer le panneau.

Article 5. Désignation des interventions et modalités d'exécution

Les travaux prévus consistent en la pose de :

- un panneau sur le fonctionnement des crues sous un format de borne avec des cubes pivotants (185 cm de haut). Il sera installé par réalisation d'un socle béton (400 x 400 x 500 mm)

Article 6. Propriété du mobilier

L'ensemble du mobilier implanté reste la propriété de l'EPTB.

Article 7. Remplacement du mobilier

Dans le cadre du PAPI de l'agglomération dacquoise, seule la première installation du mobilier est prévue. De ce fait, en cas de dégradation volontaire ou involontaire de ce mobilier, l'EPTB ne sera pas en mesure de procéder à son remplacement.

Article 8. Engagement financier des parties

La Commune prend en charge le coût du débroussaillage préalable au chantier de pose s'il est nécessaire.

Le reste à charge du coût du mobilier, subventions des partenaires du PAPI (État et Europe) déduites, est pris en charge par les EPCI-FP du territoire, dans le cadre des actions mutualisées du PAPI.

Article 9. Assurances

La Commune atteste sur l'honneur qu'elle est titulaire des assurances nécessaires pour la réalisation des tâches prévues dans la présente convention.

L'EPTB ne peut être tenue responsable d'accidents ou de dommages occasionnés à des tiers du fait des interventions de la Commune faisant l'objet de la convention.

La responsabilité de l'EPTB ne sera engagée qu'au titre des dommages causés ou subis du fait des opérations d'aménagement menées sous sa responsabilité.





Article 10. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties étant précisé que le projet d'avenant devra être validé préalablement par les parties.

Article 11. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où la Commune n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- la Commune, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.

Article 12. Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Article 13. Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Thierry Bourdillas
Maire d'Yzosse

